

9<sup>e</sup> SESSION DU PARLEMENT DE L'UPM

# Un autre regard sur le printemps arabe

**Plusieurs dossiers politiques chauds seront abordés durant la 9<sup>e</sup> session de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (UPM) devant se dérouler le 31 du mois en cours à Bruxelles. Le sénateur Hadj Laib, membre de la commission des affaires politiques au sein de l'institution méditerranéenne, a été désigné pour représenter l'Algérie.**

Contacté, le sénateur nous a révélé que «la réunion sera consacrée à l'examen et la discussion des sujets brûlants de l'actualité, notamment le processus électoral en Tunisie, un échange de points de vue sur la situation des partis politiques au sud de la Méditerranée, les réponses aux transitions démocratiques. Des débats seront engagés autour des besoins stratégiques, les perspectives de coopération et les possibilités d'action de la Commission des affaires politiques, de la sécurité et des droits de l'homme notamment

dans la période cruciale actuelle que connaît le Bassin méditerranéen et les mutations politiques conséquentes aux révolutions».

Notre interlocuteur a ajouté que «durant cette réunion, seront connus la date et le lieu précis de l'assemblée générale de l'UPM, qui se déroulera probablement vers la fin de l'année en cours». La victoire des partis islamistes fait craindre le pire. La chute du mouvement nationaliste arabe, la guerre en Syrie, la tentative de déstabilisation du Liban et le blocage du processus de paix en Palestine et au Sahara

occidental ont rendu la situation inextricable.

L'Égypte, qui co-préside l'UPM aux côtés de la France, a été prise d'assaut par la confrérie des Frères musulmans qui ont réussi à prendre le pouvoir au sein de l'institution législative et de l'Exécutif. Ils n'ont pas caché leur volonté d'instaurer la charia.

La Tunisie, de son côté, qui prépare son texte fondamental y a fait allusion également. Pareil pour la Libye. Ces pays, partie prenante de l'UPM, à l'exception de la Libye qui a un rôle d'observateur avec l'Irak, risquent de basculer vers un Etat islamique dans lequel la démocratie, les libertés individuelles et collectives seront réduites, sans oublier les droits des femmes, les premières à souffrir des affres de l'islamisme. Il est à signaler que l'Assemblée parlementaire de

l'UPM comprend quatre commissions en sus de celle des affaires politiques, à savoir la Commission économique et financière, des affaires sociales et de l'éducation, la Commission pour les droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens, la Commission ad hoc sur l'énergie, l'environnement et de l'eau et, enfin, la Commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture.

Pour rappel, l'UPM, qui a été créée en décembre 2003 à Naples (Italie) regroupe les 27 parlements de l'Union européenne, les 10 parlements des pays du sud de la Méditerranée et 6 parlements d'autres pays. Elle a notamment pour objectifs de développer le partenariat euro-méditerranéen et de favoriser l'échange de points de vue sur les questions relatives au

partenariat. Elle a été initiée par le président français sortant Nicolas Sarkozy pour court-circuiter le Processus de Barcelone qui, selon ses détracteurs, avait atteint ses limites.

L'UPM a connu des hauts et des bas. Le projet piétinait fin 2008. L'invasion de Gaza par Israël durant cette année a marqué un tournant dans l'histoire de l'UPM et pour la première fois depuis le lancement du processus Euro Med, en novembre 1995, des pays boycottent les réunions.

Les conflits régionaux de la rive sud (Sahara occidental, conflit chypriote, conflit israélo-palestinien) ont entravé les possibilités d'avancement de ce projet. L'UPM a été relancée le 28 avril 2010 par la Commission des affaires étrangères du Parlement européen.

Fatma Haouari

## LES PARLEMENTAIRES EUROPEENS METTENT EN EXERGUE LE «BON DÉROULEMENT» DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### EN ALGÉRIE

## Ould Kablia convainc à Bruxelles

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Les conclusions de la commission Europe-pays du Maghreb concernant le processus électoral législatif algérien ne déplairont pas à Daho Ould Kablia. Que du contraire ! Bruxelles est au même diapason qu'Alger. Le rapport de la Mission d'observation de l'UE (fin juin) devrait sans nul doute accréditer les premières lectures, bruxelloises d'hier. La délégation européenne, commission ad hoc chargée des relations avec les pays du Maghreb, n'a pas tari d'éloges, hier, à Bruxelles, sur les élections législatives en Algérie. Selon son président, Antonio Panzeri, la participation a été en «nette augmentation». Il a, en outre, ajouté que le «processus électoral» s'était très bien «déroulé» et que le jour du vote a été un «jour tranquille».

Antonio Panzeri, euro-député d'origine italienne, a aussi estimé que «l'Algérie est sur la bonne voie, maintenant». Prenant ensuite la parole, David Geer, direction Proche et Moyen-Orient, sud de la Méditerranée, a remercié les autorités algériennes pour «la très bonne organisation de la mission des observateurs de l'Union européenne». Selon l'intervenant, «nous souhaitons» encourager l'Algérie à poursuivre dans cette «direction». Pour M. Geer, le pays (l'Algérie, ndlr) a devant lui encore d'autres échéances électorales locales, nationales et présidentielles de 2014. M<sup>me</sup> Ines-Senders Ayala, euro-parlementaire - Espagne s'est dit, pour ce qui la concerne, «satisfaite du message positif pour les pays de la région adressé par l'Algérie lors de cette consultation». Selon M<sup>me</sup> Ayala, le vote s'est déroulé dans la transparence et constitue un «pas en avant» vers l'approfondissement du processus démocratique.

A. M.

## L'EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE A EU LIEU HIER

# Épreuves abordables et grande émotion pour les candidats

*Les élèves de la cinquième année ont passé hier l'examen de fin de cycle primaire, ambitionnant ainsi d'accéder au palier moyen au bout de cinq années d'études. A la sortie des écoles, à la fin de la séance de la matinée, les candidats exprimant une grande émotion ont quand même confié avoir trouvé les épreuves de mathématiques et de langue arabe abordables.*

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les mines soulagées, courant pour rentrer chez eux déjeuner et prendre un peu de repos ou tout simplement commentant l'épreuve de la matinée entre amis, les élèves ayant passé la 6<sup>e</sup> étaient facilement reconnaissables hier.

Arborant des habits neufs pour la plupart et accompagnés de leurs parents, ils ont investi les centres d'examen. Ils étaient arrivés très tôt et bien avant le début des épreuves dans les centres d'examen, histoire de ne pas être en retard en ce jour particu-



Un premier examen à affronter.

lier. Pour les élèves du primaire, les épreuves de la sixième représentent le premier examen à affronter. Les parents, eux, ont sacrifié au rituel du fameux morceau de sucre à croquer avant d'aborder les épreuves. Pour la première fois, les candidats ont eu, par ailleurs, droit au repas de midi gratuit au niveau de l'ensemble des centres d'examen.

Au menu dans les établissements de la capitale, du pain, du fromage,

des bananes et des biscuits. Pour leurs premières impressions après les épreuves de mathématiques et de langue arabe, les candidats ont avoué que les questions proposées étaient particulièrement abordables, ceci plus spécialement pour l'épreuve de mathématiques.

Pour le sujet d'arabe, les élèves ont planché sur le thème de l'amour du pays. L'après-midi, et dès 15 heures, les jeunes candidats ont composé sur

un sujet de français. L'examen se déroulera en deux sessions, la deuxième étant prévue le 26 juin prochain. Le ministère de l'Éducation a annoncé que 601 586 candidats doivent passer l'examen dont 311 631 garçons (51,80%) et 289 955 filles, soit 48,19%.

Les candidats des écoles privées sont par ailleurs au nombre de 2 934 (0,48%). Ceci, alors que le nombre de candidats a augmenté de 3 347 élèves par rapport à l'année dernière.

Selon le ministère de l'Éducation nationale, l'organisation de l'examen a coûté 760 000 DA et nécessité la mobilisation 60 000 surveillants et 3 365 observateurs. Les candidats ont composé au niveau de 3 221 centres d'examen. Après les épreuves, 12 000 correcteurs au niveau de 61 centres de correction entrèrent en action.

Les candidats pourront par ailleurs connaître les résultats de l'examen le 15 juin prochain et le 8 juillet seront annoncés les résultats de la deuxième session. Après l'annonce des résultats de la sixième l'année passée, le taux de réussite était évalué à 78,46 %, résultat que le ministère commentera en expliquant qu'il découlait des réformes engagées.

F.-Z. B.

## BENBOUZID À BOUIRA :

# «L'examen de la 6<sup>e</sup> est une halte pour mieux accompagner l'élève»

**«La 6<sup>e</sup> n'est pas un examen mais une halte pour accompagner l'élève dans son cursus obligatoire qui se termine à la 4<sup>e</sup> année moyenne, c'est-à-dire vers l'âge de 16 ans.» C'est en ces termes que le ministre de l'Éducation nationale, qui a donné le coup d'envoi officiel de la 6<sup>e</sup> à partir de Bouira, a qualifié cet examen.**

Pour Benbouzid, la loi est claire et condamne tout responsable qui chasse un élève âgé de moins de 16 ans. L'examen de la 6<sup>e</sup> est là pour nous permettre de voir si l'élève a maîtrisé les trois principes fondamentaux de l'enseignement élémentaire, à savoir lire, écrire et compter, afin de mieux l'accompagner lors de son passage vers le cycle moyen. Cela étant, le ministre dira que les notions élémentaires de l'enseignement primaire sont largement acquises et l'Algérie en est le leader tant dans le monde arabe qu'en Afrique avec un taux de scolarisation de 98,5%, dont 65% passent le cap du BEM. Cependant, et vu les nouvelles données mondiales et avec l'introduction des TICE (technologies de l'information et de la communication pour l'enseigne-

ment), le nouveau défi auquel s'attelle l'école algérienne est d'arriver à inculquer à l'élève, outre les trois notions élémentaires, la maîtrise des langues étrangères qui est en cours, et l'outil informatique. D'ailleurs, pour la maîtrise de l'outil informatique, le ministre dira que dans deux ans, un brevet, le B2i, c'est-à-dire, le brevet d'informatique et d'Internet, sera octroyé aux élèves ayant suivi des cours d'informatique et d'Internet au niveau de leurs établissements. Par ailleurs, Boubekour Benbouzid s'est dit très satisfait de son secteur qui est régi par une dizaine de syndicats autonomes dont la majorité est satisfaite du statut particulier des travailleurs de l'éducation qui est considéré aujourd'hui l'un, pour ne pas dire le meilleur statut, envié par beaucoup

d'autres secteurs. D'ailleurs, au sujet de ce statut contesté par certains syndicats, dont l'Unpef, le ministre de l'Éducation nationale dira que la grève d'avril, qui a été très peu suivie, a été plus un chantage politique qu'autre chose, alors que pour les proviseurs et les censeurs, le ministre dira que ceux-ci n'ont ni le droit de se constituer en syndicats ni d'être manipulés par d'autres syndicats. Pour Benbouzid, les textes du dernier statut particulier des travailleurs de l'éducation sont clairs, l'enseignant doit faire le choix entre l'administration en devenant proviseur et la carrière en tant qu'enseignant. Aussi, les proviseurs qui ne sont pas satisfaits par la nouvelle grille des salaires n'ont qu'à retourner vers leur poste d'origine en tant qu'enseignants. Par ailleurs, sur un autre volet, le ministre est revenu sur le statut de tamazight et son enseignement dans le système éducatif national. Le ministre a déclaré que l'enseignement de tamazight a fait un saut positif indéniable avec plus de 200 000 élèves des trois cycles, et des examens de fin de cycle tant au primaire avec la 6<sup>e</sup>,

qu'au niveau du moyen et du secondaire pour le BEM et le baccalauréat. Cependant, le problème qui se pose aujourd'hui est la graphie puisque la question n'est pas encore tranchée au niveau du ministère entre les caractères arabes et les caractères latins. Cela même si Benbouzid reconnaît que le tamazight avec les caractères latins a franchi un saut important depuis les années 1980 où toutes les recherches et autres créations littéraires et scientifiques sur et avec cette langue sont faites avec cette graphie. En tout cas, la question sera tranchée par des experts au niveau du centre de recherche attaché au ministère de l'Éducation nationale. Enfin, le ministre de l'Éducation nationale, et sur le caractère facultatif de cette langue, a souligné que ce problème se pose tant en Algérie qu'au Maroc et, dira-t-il, «le fait est là : l'enseignement de tamazight n'est pas obligatoire». Rappelons qu'à Bouira, ils sont 10 909 candidats inscrits pour l'examen de la 6<sup>e</sup> répartis sur 56 centres d'examen.

Y. Y.